

Le Petit Journal

MARDI 13 JANVIER 1918

18 — CH. DE S. PIERRE A. R. — 348

54^{me} ANNÉE (NUMÉRO 19.380)

ADMINISTRATION, RÉDACTION
ANNONCES, 81, rue Lafayette, PARIS (9^e)

TELEPHONE
Rédaction: 01-78-01-78-01-78
Administration: 01-61-01-74-01-75

Le roi de la faim

Ici ou ailleurs il va...

de son armée en déroute, à son peuple en détresse...

(De notre envoyé spécial)

Salonique, 11 Janvier.

« Il est venu ici comme il ira ailleurs. » Le consul de Serbie prononce cette phrase devant nous. Elle contient la tragédie entière. Roi sans territoire et sans pays, il erre sur les côtes. Il était à Valona, il alla à Brindisi, il arrive à Salonique. On dirait qu'il n'ose pas s'enfoncer dans les terres où il aborde.

Après avoir fait la guerre et agrandi son royaume, il pensa que ses soixante-trois ans fatigués lui donnaient le droit de souffrir en paix, il passa le pouvoir à son fils. Mais comme les points attirant la foudre, les montagnes de son pays semblaient attirer la guerre. La guerre cette fois traversa le Danube. Alors son fils lui dit : « Père, il faut partir. »

Ses jambes n'obéissaient plus, il lui fallait pour marcher l'aide de deux cannes et le soutien de deux bras. Il sentait qu'il ne pouvait rien faire d'immédiat pour son pays, il dit : « Bon, je vais me guérir. »

Les ennemis entrèrent dans sa capitale, il alla se réfugier avec son docteur dans une petite ville de bains.

Pendant que ses soldats se battaient, lui faisait des exercices, il apprenait à marcher sans aide avec ses deux cannes, puis il essayait avec une seule et les soirs il demandait : « Où sont les Autrichiens ? »

Un de ces soirs-là son aide de camp hésita à lui répondre, puis il dit : « Majesté, ils approchent de Topola. » Le roi jeta ses cannes, se tint tout droit et dit à son tour : « Docteur, je me sens tout à fait bien. »

C'est à Topola que son grand-père Karageorges était entré.

Le lendemain il se rendit au siège du gouvernement. Il annonça qu'il allait au front, il l'annonça au quartier général, puis il y alla.

Résister ou mourir

Il arriva devant ses troupes ferme et marchant droit. Il leur dit : « Mes enfants, les Autrichiens approchent de Topola, c'est là que doit mon grand-père, je ne permets pas qu'ils y viennent. Vous avez fait deux serments : l'un à votre roi, l'autre à votre pays ; du premier je vous délève, que ceux qui ne se sentent pas capables de tenir le second s'en aillent. Je vous délève aussi ceux qui resteront. »

Tous les soldats crièrent : « Vive le roi ! » et se jetèrent sur les Autrichiens, les poursuivirent soixante-dix kilomètres et leur firent repasser le Danube.

Son pays délivré, le roi reprit ses cannes et revint à sa ville de bains.

Le malheur ne quitte pas un homme qu'il a visé, qu'il soit roi ou trimardeur.

Les Autrichiens n'attaquaient plus et pourtant un jour on apprit au roi qu'il n'y avait pas assez de drapeaux noirs dans le royaume pour pendre aux fenêtres parce que mille de ses sujets mouraient par jour. Le typhus après les obus passait dans les rangs et fauchait à grands brassées. Il ne s'arrêta qu'après trois mois d'une immense moisson. Et chaque jour le roi demandait : « Pourquoi ne passe-t-il pas chez moi ? »

Un nouveau printemps arriva. Pendant quelques semaines on crut que la Serbie avait cessé d'être maudite, puis on annonça que les Allemands allaient l'envahir. Le roi qui était noble et qui malgré tous les dires ne voulait pas croire que la guerre n'était plus seulement une affaire de bravoure répondit : « Mes soldats les attendent. »

L'ennemi qu'on ne voit pas

Les Allemands, derrière leurs canons, arrivèrent sur le Danube. Les soldats du roi les attendaient en effet. Ils ne virent venir sur eux qu'une effrayante pluie de fonte qui était suivie d'une autre pluie de fonte et encore d'une autre pluie de fonte. Ayant supporté cette pluie pendant douze jours ils pensèrent : « Maintenant on va voir des hommes. C'est bien lâche de se faire précéder de tant d'engins ; nous, nous ne nous battons pas comme ça, mais enfin on va voir des hommes. » Ils ne virent encore qu'une pluie de fonte suivie d'une pluie de fonte et encore d'une pluie de fonte. Et ils apprirent que sur un autre côté les Bulgares les attaquaient.

Ils se divisèrent encore une fois, puisqu'au lieu de deux ennemis, ils en avaient trois. Dans les temps les plus sauvages il n'est aucune légende qui rapporte qu'un géant appela deux autres hommes à son secours pour égorger un petit enfant. L'Allemagne appela l'Autriche et la Bulgarie pour venir avec elle égorger la Serbie.

Le roi se fit conduire au gouvernement puis au quartier général et dit : « Je vais au front. » Lequel ? Il lui demanda-t-on.

Le roi alla vers les Bulgares, monta sur un cheval, se fit soutenir de chaque côté et lentement, sans rien dire, passa devant ses soldats. Les soldats criaient : « Vive le roi ! » mais à mesure qu'ils criaient, ils fondaient, car ils n'avaient pas beaucoup de pain, ils n'avaient pas d'instrument pour faire de la pluie de fonte et c'était la troisième année qu'ils étaient debout. Le roi passa et repassa voyant ses soldats fondre et fondre.

Puis il alla vers les Allemands. Il vit ses soldats tout saignants et qui lui dirent : « Nous ne pouvons pas battre deux ennemis puisque nous ne les voyons pas. » Et le roi regarda et ne les vit pas non plus. Et il retourna au front bulgare, et il retourna au front allemand, et pendant ses chevauchées les deux fronts se rapprochaient, ils ne formèrent bientôt plus qu'un angle qui recula vers un pays sauvage qui s'appelle l'Albanie. Le roi, toujours soutenu des deux côtés, recula avec ses troupes. Les ennemis, parce qu'ils étaient plus riches, plus grands et qu'ils ne sortaient pas de trois années de nobles combats, lui prenaient ses terres : les Allemands par le haut, les Bulgares par le bas.

Vers l'exil

A mesure que le roi avançait dans ce pays sans routes, sans maisons qui s'ouvrent et sans nourriture, il apercevait de grandes masses d'hommes, de femmes et d'enfants qui, pieds nus, un sac au dos, droit devant eux, marchaient dans les champs. C'était la partie de son peuple qui n'avait pas voulu subir la présence des ennemis. Et comme rien ne roule dans ces contrées, qu'aucun bruit ne trouble le silence, il entendait parfois, quand trop fatigué il faisait arrêter sa caravane, des plaintes qui sortaient des ravins et des bois : son peuple errant criait sous la famine. Alors il s'approchait et, lui montrant la direction de la mer encore lointaine, il lui disait : « Va vers la mer, les autres rois qui sont mes amis m'ont fait savoir qu'ils t'envoieraient à manger. » Et le peuple affamé marchait dans la direction de la mer.

Son royaume était entièrement envahi. S'il revenait sur ses bords il n'aurait même pas assez de terrain pour y poser le bout d'une de ses cannes. Il se disait cela et s'en allant aussitôt vers les côtes.

Plus il s'en approchait, plus il voyait de masses, plus il entendait de plaintes, et de temps en temps, quoiqu'on voulait le détourner de ces visions, il apercevait de grands trous creusés au hasard des champs étrangers et dans lesquels, par cinq ou six à la fois, on jetait des corps sans vie. C'étaient ceux de ses sujets qui étaient morts en route.

Il atteignit la côte. Des cris de famille frappèrent son oreille : son peuple et son armée l'y avaient précédé. Des gens qui avaient eu autrefois des foyers mangeaient des chevaux morts. Le frisson du typhus était déjà dans l'air. Et si pour se reconnaître il n'y avait pas autre chose que le contour des lignes physiques, le roi n'aurait plus reconnu ses Serbes et les Serbes n'auraient plus reconnu le roi : il n'était plus que le roi de la Faim.

Il alla face à la mer pour voir si ses amis les souverains n'envoyaient rien à ses sujets. Il vit des transports pleins de vivres qui coulaient : l'ennemi était aussi sous la mer.

Son peuple criait toujours sous la fièvre, sous la faim et sous le froid. Alors une grande vague troublante parcourut son corps, il voulut aller le dire à toute la terre, il se fit conduire sur un bateau, il arriva à Brindisi, il arriva à Salonique... il est venu ici comme il ira ailleurs.

Albert LONDRES.

La Serbie martyrisée

(De notre correspondant particulier)

Salonique, 17 Janvier. — La situation des populations serbes de la vieille Serbie est particulièrement lamentable. Les Allemands entendent lui appliquer un régime de terreur aussi épouvantable que celui auquel ils ont soumis la vaillante Belgique.

C'est ainsi que tout Serbe ne doit pas passer devant les casernes ou les établissements militaires et que la population doit être rentrée à cinq heures et qu'elle ne peut circuler le matin qu'à partir de sept heures.

Tout Serbe doit saluer les officiers allemands sous les peines les plus rigoureuses dont la moindre est un mois de prison. Les Allemands ont arrêté et interné des centaines de Serbes dont les prisons regorgent. De nombreuses familles sont sans soutien et les hommes ont été déportés en Autriche.

MÉNAGE BOCHE

— Mein Gott ! Ma femme et ma belle-mère qui m'attendent !... Si encore je pouvais faire la paix séparée... »

Un groupe de permissionnaires des régions envahies guidés dans Paris par des camarades

(Voir le texte en 2^e page.)

LE MONTÉNÉGRO se rend sans condition à l'Autriche

Les négociations de paix vont commencer

Les dépêches de Rome et de Brindisi représentaient ces jours derniers le gouvernement du Monténégro fermement décidé à continuer la résistance sans fléchir. Les Italiens, en la circonstance, prenaient leurs desirs pour la réalité. On apprend en effet maintenant qu'un armistice a été conclu avec l'Autriche-Hongrie.

D'ailleurs, il convient de remarquer que ces deux informations ne sont peut-être pas aussi contradictoires qu'elles le paraissent. En effet, il n'est pas douteux que le roi Nicolas, pour ménager l'Italie et son souverain le roi Victor-Emmanuel qui, comme on sait, est son gendre, aurait désiré tenir jusqu'au bout. Mais, d'après certains renseignements auxquels on n'avait pas d'abord attaché grande importance, une sérieuse lassitude avait gagné une partie du peuple monténégrin. Des voix s'élevaient à la Chambre en faveur de la cessation des hostilités et des manifestations en ce sens s'étaient produites à Cetinje.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le vieux souverain et les ministres

monténégrins, épuisés déjà par des guerres antérieures, a déployé pendant plus de deux mois la fin d'une lutte pénible contre un ennemi dix fois supérieur en nombre.

C'est sans aucun doute le défaut de ravitaillement suffisant en vivres et en munitions qui a impressionné la population et a contribué à la convaincre que la lutte était devenue impossible.

En ce qui concerne les conséquences de la conclusion de cet armistice sur la situation générale de la guerre, il est à peine besoin d'ajouter qu'elles seront sans grande portée. Le bénéfice le plus net qu'en retireront les Autrichiens sera de pouvoir disposer d'une partie des forces qu'ils avaient engagées contre le Monténégro.

Athènes, 15 Janvier. — (Retardée dans la transmission). — Selon une information reçue ici, le Monténégro aurait signé un armistice avec l'Autriche-Hongrie.

Le Monténégro se rend sans condition

Genève, 17 Janvier. — Les journaux autrichiens annoncent que le Monténégro ayant demandé le 13 janvier la cessation des hostilités et l'ouverture de négociations de paix, il lui fut notifié que cette demande ne pourrait être examinée qu'après la reddition.

Le gouvernement monténégrin aurait alors fait savoir qu'il acceptait la reddition sans condition.

L'écrasement d'un petit peuple leur paraît une grande victoire

Genève, 17 Janvier. — On mande de Budapest :

A la Chambre des députés hongroise, après l'adoption d'un paragraphe du projet relatif à l'Institut financier central, le comte Tisza, président du Conseil, dit :

« Je demande la permission d'interrompre le débat pour communiquer à la Chambre que le roi et le gouvernement du Monténégro ont demandé l'ouverture de négociations de paix. (Mouvement.) »

En réponse, nous avons exigé, comme condition à l'ouverture des négociations de paix, le désarmement sans conditions. (Toute l'assemblée applaudit vivement et longuement.) Ainsi, lorsque la capitulation sera terminée, les négociations pour l'armistice commenceront. (Cris de joie.)

Sans vouloir exagérer l'importance de cet événement, je crois pouvoir le qualifier cependant d'important et de réjouissant. C'est le premier fruit de l'endurance, de la persévérance, de l'héroïsme de la monarchie et de la nation hongroise. (Longs applaudissements, cris de joie dans toute l'assemblée.)

La séance est ensuite levée pour cinq minutes.

D'autre part, un communiqué autrichien dit que le Monténégro a accepté le désarmement sans conditions.

Aéroplane allemand abattu

Salonique, 17 Janvier. — Les canons anglais ont abattu un aéroplane allemand qui, dans l'après-midi, survolait les lignes alliées. L'appareil, en tombant dans la zone occupée, prit feu et fut détruit. Les deux aviateurs qui le montaient ont été tués.



Un groupe de permissionnaires des régions envahies guidés dans Paris par des camarades

(Voir le texte en 2^e page.)

Communiqués officiels

(533^e jour de Guerre) 3 heures soir.

Rien à signaler au cours de la nuit, sauf ENTRE SOMME ET AVRE où notre artillerie a été assez active.

11 heures soir.

EN BELGIQUE, entre Westende et Middelkerke, notre artillerie a longuement tiré sur un rassemblement ennemi qui a subi des pertes appréciables.

DEUX AVIONS ENNEMIS QUI SE DIRIGEaient VERS DUNKERQUE ONT ÉTÉ PRIS A PARTIE PAR NOS CANONS SPÉCIAUX ET CONTRAINTS DE FAIRE DEMI-TOUR. Ils ont lancé quatre bombes sur les dunes sans aucun résultat.

ENTRE LA SOMME ET L'AISNE nous avons bombardé les tranchées allemandes d'Herbecourt, ouest de Péronne, et de Moulin-sous-Touvent.

AU NORD DE L'AISNE, un tir de nos batteries a causé d'importants dégâts aux organisations ennemies du plateau Vaulerc et de la région de la ferme du Choléra (nord-ouest de Berry-au-Bac).

A l'est des HAUTS-DE-SEINE, nos pièces à longue portée ont bombardé des entrepôts ennemis situés près de Conflans-en-Jarnisy (sud de Briey). On a vu une flamme et une épaisse colonne de fumée s'élever des bâtiments bombardés.

Conflans-en-Jarnisy (Meurthe-et-Moselle) est un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Briey, il compte 602 habitants.

Le général Sarrail EN MÉSOPOTAMIE commandant en chef des forces alliées les Turcs battent en retraite

Rome, 17 Janvier. — Le correspondant du « Messaggero » à Salonique télégraphie qu'à la suite d'un accord intervenu entre les gouvernements français et anglais le général Sarrail a pris le commandement de toutes les forces opérant en Orient.

La situation militaire est d'ailleurs sans changement. On est de plus en plus convaincu que les forces bulgare-germano-turques n'attaqueront pas le camp retranché de Salonique. Aucun des ponts de Demir-Kapou et Guevgueli, détruits par les Français au cours de leur retraite n'ont été réparés par les Bulgares. Les forces françaises sont prêtes à faire sauter le grand pont de Guemengie sur le Vardar au premier signe d'une offensive ennemie. — (Havas.)

Les Anglais sont satisfaits de cette mesure

Londres, 17 Janvier. — Le correspondant de l'Agence Reuters à Salonique fait les commentaires suivants sur la prise du commandement suprême des forces anglo-françaises par le général Sarrail :

« La décision de placer le commandement des forces entre les mains d'un seul officier est non moins bien accueillie par les Anglais que dans les milieux militaires français où l'on estime que la décision doit amener les meilleurs résultats. »

Le général Sarrail ne possède pas simplement le droit d'ancienneté, il a d'autres faits d'armes remarquables à son actif qui lui donnent le droit à cette fonction.

L'unité de commandement

Une décision fort importante est celle qui attribue l'autorité directrice, le commandement, à l'un des deux généraux en chef de l'armée anglo-française à Salonique. En l'espèce, ce commandement est dévolu au général Sarrail.

Ceci est conforme aux principes essentiels, qui n'ont jamais été modifiés en quoi que ce soit par les conditions de la guerre, conditions nouvelles à certains égards, mais seulement sous le rapport des moyens matériels et des procédés tactiques. L'unité de commandement sur un même théâtre d'opérations est chose indispensable, et ce n'est pas d'aujourd'hui, c'est de tous les temps.

Sur des théâtres d'opérations séparés, et surtout très éloignés l'un de l'autre, il n'en va pas de même. Non seulement l'unité de commandement n'est pas possible, mais elle est nuisible. Elle est nuisible parce qu'on ne dirige pas une armée à distance, on la dirige sur place.

Il ne serait pas possible au général en chef qui conduit les opérations sur le front de Belfort à l'Yser d'exercer en connaissance de cause son commandement sur l'armée russe ; pas plus qu'il ne serait possible au généralissime russe de donner à notre armée des instructions et des ordres opportuns. Lorsqu'il en est ainsi, ce qui s'impose c'est l'unité, c'est-à-dire l'accord sur les grandes lignes, pour la concordance des actions et la combinaison des efforts.

Ce que j'en dis ne va nullement à l'encontre de la haute autorité donnée au général Joffre sur les opérations de nos troupes dans les Balkans. Cette haute autorité signifie qu'il appartient au généralissime français de juger dans quelle mesure il y a lieu d'employer en Grèce et en Bulgarie une partie de nos forces et de nos ressources, en raison de l'importance relative d'un théâtre d'opérations secondaires ; importance que les événements peuvent d'ailleurs modifier, en plus ou en moins. Mais l'exercice même du commandement, sur ce théâtre secondaire, doit appartenir à une seule volonté et à une seule décision, agissant sur place.

Malgré tout son génie, Napoléon ne pouvait pas commander ses armées en Espagne, alors qu'il était de sa personne à la tête d'autres armées en Prusse et en Russie. Ses lieutenants en Espagne devaient avoir l'autorité absolue, la responsabilité qui en est la conséquence, en se conformant à ses instructions générales et en s'inspirant des circonstances.

Il en est des opérations russes au Caucase et en Perse, comme de nos opérations à Salonique. Là encore, il existe un théâtre secondaire, et les événements paraissent devoir y prendre une tournure d'un grand intérêt, d'après les nouvelles qui nous en arrivent. Il appartient évidemment à la direction suprême des armées russes de savoir dans quelles limites doivent être maintenus les efforts et les sacrifices de ce côté ; mais le commandement même des forces qui s'y trouvent doit relever d'une seule décision, d'une seule volonté, opérant sur place, seule juge de l'opportunité des actions à engager et de la façon de les engager.

Souhaitons que l'unité de commandement réalisée à Salonique, en conformité des vrais principes de la guerre, conduise à en créer d'autres, non moins utiles, ailleurs.

Général BERTHAUT.

Un blocus plus rigoureux

Londres, 17 Janvier. — De New-York au Daily Telegraph : On croit, à Washington, que la Grande-Bretagne annoncera bientôt l'établissement d'un blocus effectif contre l'Allemagne et ses alliés, et qu'elle sera ainsi en règle avec la loi internationale. Cette mesure donnera sans doute lieu à de vigoureuses protestations de la part des commerçants américains qui sont en relations d'affaires avec les pays scandinaves.

Londres, 17 Janvier. — Au cours de la séance de la Chambre des Communes M. Chamberlain a fait au nom du gouvernement un long communiqué sur les opérations en Mésopotamie.

Il ressort de ce communiqué que l'année mi qui s'était retirée le 11 janvier sur Esian est revenue à la charge de nouveau le 12 sur la position du Waddi.

Les télégrammes reçus depuis ont fait connaître que le 13 janvier, le général Kemball maintenait les Turcs lui faisant face sur la rive droite du Tigre, tandis que le général Aylmer pressait durement deux autres divisions ennemies sur la rive gauche, vers le Waddi. Des combats ont eu lieu, pendant toute la journée du 13 janvier et le général Aylmer annonçait le 14 que l'ennemi se retirait et que lui-même transportait son quartier général vers l'embouchure du Waddi.

Le 15 janvier, le général Aylmer annonçait la capture du Waddi et la retraite de l'ennemi vers Essian.

L'arrière-garde ennemie est maintenant dans cette dernière localité à six milles à l'est de Kout-el-Amara. Le temps continue à être mauvais.

L'Egypte les attend

(De notre correspondant particulier)

Naples, 17 Janvier. — Plusieurs missions arrivées hier à bord d'un paquebot venant des Indes, disent que les Anglais ont merveilleusement fortifié le canal de Suez en y plaçant une formidable artillerie de tous calibres et en y concentrant une armée de 300.000 hommes composée de troupes anglaises, australiennes et indiennes.

L'impression générale est que la fameuse offensive turco-allemande tant annoncée et qui doit être conduite par Djemal pacha, se briserait, à l'heure qu'il est, contre la forte préparation anglaise.

L'envoi des colis au front

par M. Aristide PRAT

La Chambre a voté à l'occasion des fêtes de Noël et du Nouvel An l'envoi gratuit de colis aux soldats du front ; mesure accueillie avec joie par les familles dont le budget modeste supporte péniblement les charges de la vie actuelle.

Bienheureux les Parisiens ! eux, ils jouissent en tout temps du privilège de cette gratuité.

Depuis les premiers jours de la guerre, le bureau de la rue du Bouloi et depuis quelques mois une succursale de ce bureau reçoivent les colis destinés aux poilus et se chargent de les faire parvenir gratuitement dans un délai de quatre jours. Les familles sont exemptées de tous frais ; les poilus reçoivent rapidement leurs colis : tout est pour mieux ! Dieu me garde de me plaindre en quoi que ce soit de ces facilités accordées aux familles de nos héros défenseurs !

Je ne puis pourtant m'empêcher de m'étonner que les Parisiens soient seuls à bénéficier de ce privilège.

N'y a-t-il donc pas dans nos provinces et là-bas, dans la vaste étendue de nos campagnes, des familles aussi méritantes, aussi nécessiteuses, aussi dignes d'une faveur semblable ?

En regard du Parisien portant facilement son colis au bureau qui l'expédie gratuitement dans le délai de quatre jours, voyez le provincial ou le campagnard : ceux-là doivent payer 1 fr. 10 à la poste pour un modeste colis d'un kilo. L'envoi est-il plus important, le colis postal, payé d'après son poids, doit passer par le dépôt, se promène à travers la France, avant d'aller au front, mais souvent un mois à parvenir à son destinataire et quelquefois même n'arrive jamais...

Cette inégalité me choque surtout pour les habitants de nos campagnes ; n'oublions pas, sous peine d'ingratitude, quelle part pénible et glorieuse ils prennent dans cette guerre. Dans les villes, de très nombreux ouvriers sont rentrés pour travailler aux usines de la défense nationale ; les cultivateurs, tous, restés là-bas, ce sont eux qui opposent à l'envahisseur le mur de leurs poitrines. A l'arrière, dans nos champs de France, les femmes de paysans, restées seules, ont voulu elles aussi rivaliser de vaillance avec les hommes : elles se sont mises à l'œuvre et, en dépit des difficultés et des fatigues, n'ont pas voulu que leurs terres restassent incultes. Grâce à elles, deux moissons nous ont donné leurs récoltes ; infatigablement, elles préparent la troisième.

A la Patrie, elles ont tout donné : leur travail, leurs économies, le sang de leurs maris, de leurs frères, de leurs enfants.

Notre reconnaissance a-t-elle toujours été à la hauteur de leurs sacrifices ? Les allocations si généreusement distribuées dans les villes ne leur ont été que parcimonieusement accordées ; elles ne connaissent pas les secours et les appuis que donnent aux familles citadines tant d'œuvres généreuses.

Pourquoi leur refuser la faveur accordée aux familles parisiennes et pourquoi les obliger à envoyer dans des condi-

« J'ai demandé à M. le ministre de la Guerre d'organiser un service qui permette aux femmes et aux filles de nos cultivateurs, de profiter des mêmes avantages que les femmes et les filles des Parisiens. Je le prie instamment de ne pas se laisser arrêter par les difficultés plus apparentes que réelles d'une organisation compliquée ; qu'il importe la peine ? Il s'agit d'une œuvre de justice, d'égalité et de reconnaissance. »

Aristide PRAT, Député de Seine-et-Oise.

POUR DONNER DES OUVRIERS à la Défense nationale

Le ministre de la Guerre vient de prendre une nouvelle décision relative au recrutement des ouvriers pour les établissements travaillant pour la défense nationale. Il a été décidé d'autoriser jusqu'au 15 février prochain les hommes du service auxiliaire de toutes classes non encore convoqués, les pères de six enfants du service armé de toutes classes et les hommes du service armé des classes 1883 et 1887 ayant exercé pendant un an au moins l'une des professions utilisées dans ces établissements, à demander à être appelés avant les hommes de leur catégorie pour être employés dans les usines.

Les intéressés devront adresser leur demande au bureau de recrutement dont ils dépendent, en spécifiant : le temps durant lequel ils ont exercé leur profession ; les établissements où ils l'ont exercée ; l'établissement où ils travaillent.

Les ouvriers seront appelés, en principe, pour chaque profession, dans l'ordre de réception des demandes. Toutefois, les ouvriers qui seront signalés comme étant déjà employés dans des établissements travaillant pour la défense nationale et comme devant y être maintenus, pourront être appelés avant tout.

Ceux des ouvriers qui, pour un motif autre qu'une mesure disciplinaire, ne pourront être maintenus dans les usines, ou lieu d'être dirigés sur leurs dépôts, seront renvoyés dans leurs foyers en attendant l'appel normal de leur classe.

Les professions auxquelles il est fait appel sont les suivantes :

Ajusteurs, affûteurs, alésiers, armuriers, burins, charbons, chaudronniers en cuivre, chaudronniers en fer, chauffeurs, chauffeurs de fours, chais d'ateliers, chimistes, contenteurs, coupeurs, décolleteurs, dessinateurs, dressieurs, ébénistes, électriciens, estampes, ferblantiers, fondeurs, forgerons, fraiseurs, frappeurs, ingénieurs A. M., lamineurs, limeurs, marteleurs, mécaniciens, meuleurs, mouleurs, monteurs, nayeurs, opticiens, outilliers, perceurs, pionniers, puddleurs, rebouteurs, rectificateurs, riveurs, scieurs, soudeurs autogènes, tailleurs de limes, tailleurs de pignons, tourneurs, traceurs, tréfileurs, trepanneurs, usiniers.

Le ministre demande aux autorités militaires de faciliter aux intéressés l'accomplissement des formalités nécessaires.

PROPOS D'ACTUALITÉ

L'insigne pour les blessés

« Que devient l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre ? »

C'est une question qui nous est posée plusieurs fois par semaine. Et sont, en effet, des milliers qui l'attendent avec impatience. Ce n'est pas sans raison. L'insigne, qui fut le début de la guerre, dans les jours tristes de la retraite, au moment où l'on ne songeait pas encore à créer des récompenses honorifiques.

Beaucoup sont tombés obscurément, sans que personne ait porté témoignage de leur courage. Leurs camarades, leurs officiers sont morts ou ont été faits prisonniers. Eux-mêmes, ramassés sanglants sur le champ de bataille, évacués sur quelque hôpital de l'arrière, ont été soignés, puis réformés ou mis en congé illimité.

La croix de guerre est venue plus tard — trop tard pour eux. Personne n'était là pour dire qu'ils avaient mérité. Et ils ne l'ont pas eue, et ils ne l'auront pas.

L'un d'eux m'écrivait ces jours derniers : « J'ai eu une main mutilée par une balle explosive à la bataille de la Marne. On ne m'a donné ni croix de guerre ni médaille militaire ; de sorte que rien ne prouve que j'ai fait mon devoir. Plusieurs fois déjà, on m'a traité d'imbécile, et, souvent, je vois des gens qui ne disent rien mais qui n'en pensent pas moins, car ils me regardent avec un air de reproche sur lequel je ne puis me tromper. Je ne puis pourtant pas porter constamment ma main mutilée en avant de moi pour que les fâcheux de la guerre, dans les jours tristes de la retraite, au moment où l'on ne songeait pas encore à créer des récompenses honorifiques, ne puissent pas dire que j'ai fait mon devoir. »

Ce vœu est parfaitement légitime et devrait être exaucé sans retard. N'est-ce point assez que tous ces braves soldats, blessés au service du pays, n'aient obtenu aucune récompense, sans qu'il leur ait été remis une médaille ou une croix ?

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Les permissionnaires des régions envahies visitent l'Hôtel de Ville

« Une heure, rassemblement dans la cour. »

Un ordre ? Non, une invitation ! Nous sommes à la caserne de Reuilly où se trouvent en subsistance les permissionnaires des régions envahies, ceux qui n'ayant ni chez soi, ni famille, ni personne pour les recevoir auraient été privés de l'immense joie de venir se réchauffer à un foyer, si l'autorité militaire doublée du fraternel concours des camarades de la 22^e section n'avait rempli un vide trop cruel.

Les permissionnaires reçus, et bien reçus à Reuilly, on songea à leur distraction, et c'est ainsi que chaque jour des guides les conduisent dans Paris.

Hier, c'était à l'Hôtel de Ville qu'une centaine de ces poilus se rendaient pour une visite complète du monument.

Que de grands yeux émerveillés s'ouvrirent à la vue des magnifiques salles du palais municipal, que de cordes furent poussées, pour attirer l'attention d'un camarade sur une décoration paraissant plus belle que sa voisine !

C'est à pas ovates, que nos gaillards s'avancèrent timidement sur les parquets cirés. Les oh ! les ah ! se succédaient, échangés à voix basse, et l'on peut dire que jamais l'employé de service qui les conduisait ne fut plus attentif dans ses explications.

Le grand vase de malachite et porphyre, offert par le tsar à la Ville de Paris, eut le don de retenir longuement les visiteurs ébahis. Ce souvenir d'une heureuse date était pour frapper les imaginations dans les circonstances actuelles.

Après la visite, des groupes se dirigèrent l'un vers le Jardin des Plantes, les autres vers divers cinémas et cafés-concerts.

Nous avons pu causer avec plusieurs de ces braves gens ; ils se montrent ravis de leur séjour à Paris et très reconnaissants des attentions qu'on a pour eux.

Rassés de près, très propres sous leur uniforme portant les traces d'un dur service, ce qu'il y a de plus remarquable dans leur attitude est un calme absolu. Il y a là-dedans des hommes de tout âge, des têtes grisonnantes, et quand on pose la question indiquée, la réponse est identique.

Si l'on est content ? Vous pensez ! Et quand on va repartir, croyez qu'on se d'attaque.

Voilà ce qu'on peut entendre et qui est dit sans la moindre forfanterie.

Donnez pour les marins

Nous avons dit récemment qu'une œuvre, le « Souvenir de la France », venait de se constituer sous la présidence d'honneur de M. Briand, de l'amiral Lacaze et de M. Noël, dont le but était de faire, pour les marins ce qui a été fait pour les « poilus » : envois d'objets et de douceurs, témoignages matériels de l'affection de la France pour ses héroïques combattants de la mer.

Le comité de cette œuvre, dont le président est M. Guist'hau, député de la Loire-Inférieure, ancien ministre, adresse à tous les Français, à tous les amis de la France, un éloquent appel en faveur des 50.000 marins de la flotte qui, à travers les mortelles menaces de toutes les heures bravent stoïquement tous les dangers et toutes les fatigues.

« Il faut, dit cet appel, que tous les enfants de France qui combattent de près ou de loin sous les plis du drapeau sentent que l'affection dévouée de ceux qui restent les suit partout et ne se traduit pas seulement par des vœux platoniques. »

Une grand-mère et sa petite-fille assassinées

(De notre correspondant particulier)

Lyon, 17 janvier. — Un double assassinat a été commis ce matin vers neuf heures au hameau du Petit-Parilly, commune de Bron. Une femme Chedenal, âgée de 68 ans et sa petite-fille, Jeanne, âgée de six ans, ont été tuées, la première assommée à l'aide d'un instrument contondant, l'enfant étranglée.

Les grands-parents habitaient avec leur bru et le mari et mobilisés. Le grand-père Chedenal était sorti ce matin à huit heures et la fille s'était rendue à Bron pour faire des emplettes. Comme elle avait oublié son porte-monnaie, elle revint à la maison et ne fit qu'entrer et sortir. Elle vit sa mère converser avec un jeune homme qui portait un brassard de mobilisé. C'était l'assassin qui, une fois seul, pétra son forfait, puis fouilla les tiroirs des meubles, vola une montre appartenant au fils Chedenal actuellement sur le front et une cinquantaine de francs.

C'est le père Chedenal qui, en rentrant au logis, découvrit le double assassinat.

L'arrestation du coupable n'est qu'une question d'heures, car il aurait été reconnu par plusieurs personnes de Bron où il a travaillé jadis comme ouvrier agricole.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

La maison électrique de Chauffour-lès-Etréchy

Les deux bottiers boches avaient la marotte des sonneries

Chauffour-lès-Etréchy est un tout petit bourg de l'Yveline, beaucoup moins juché sur le haut d'une colline. C'est là que deux boches vivaient tranquillement et d'après les rumeurs, pouvaient sans être inquiétés, correspondre avec l'ennemi.

On disait que ces deux boches étaient à l'affût de la moindre nouvelle concernant soit la défense nationale, soit la vie économique du pays. Ne disait-on pas aussi que leur villa était trébuchée, avec des installations mystérieuses d'appareils électriques, et que sous cette villa une plate-forme bétonnée était prête à recevoir les formidables pièces des envahisseurs pour de là commander toutes les routes et à installer des appareils électriques ou à cultiver leur jardin.

Leur villa, un simple rez-de-chaussée surmonté d'un toit en arête, en réalité, une modeste, très modeste maison, située dans la rue principale de Chauffour, à l'angle d'un petit chemin, véritable cloaque qui conduit à une mare. Elle se compose d'une petite cuisine, d'une salle à manger, d'une chambre à coucher et de la pièce où se trouvent leurs collections géologiques et que les habitants ont baptisée : le musée de Chauffour. A droite, un petit hangar.

Ils avaient la marotte des sonneries



La rue principale de Chauffour-lès-Etréchy

(La croix indique la maison des frères Braun)

(Cl. Allorge, à Montlhéry.)

Les voies ferrées qui passent dans la vallée.

Nous avons tenu à savoir ce que disent maintenant les habitants de Chauffour qui, jusqu'à l'envoi dans un camp de concentration des deux indésirables, ne voyaient en eux que d'inoffensifs collectionneurs et hier après deux heures de chemin de fer jusqu'à Etréchy nous grimpons la rude côte où serpente entre des bosquets et des carrières la route de Chauffour.

Au cours de notre enquête, nous avons appris que les frères Braun, l'un Joseph, âgé de soixante ans, l'autre Balhazar, de dix ans plus jeune, qui habitaient antérieurement Paris où ils avaient acquis leur petite fortune en exploitant un fonds de commerce de bottiers, place de la Bourse, vinrent se retirer à Chauffour, il y a trois ans, parce qu'ils avaient le goût des recherches paléontologiques et que la région fourmille de gîtes fossilifères découverts par le savant professeur Georges Courty, du Muséum.

En effet, depuis vingt ans au moins, les frères Braun ne manquaient aucune des excursions du Muséum et assistaient même assidûment aux cours du professeur Stanislas Meunier.

Mais à peine étaient-ils installés là qu'ils devinrent de vieux casaniers, ne sortant jamais que de loin en loin pour aller payer une note ou toucher leurs revenus.

Ils vivaient isolés dans leur petite maison, faisant leur potage eux-mêmes, sans une femme de ménage, et passaient leur temps à soigner leurs collections, paraît-il fort intéressantes d'insectes et de pierres.

Légion d'honneur

Une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur vient de paraître pour le service de santé :

Officiers
Les médecins principaux de 1^{re} classe : Landouzy, Prost-Marchand, Ducot.
Les médecins principaux de 2^e classe : Privat, Lelong, Cuvy, Warnecke, Mickaniewski, Cassagnol.

Les médecins-majors de 1^{re} classe : Dalphin, Laval, Clavier.
Les pharmaciens principaux de 1^{re} classe : Ricard, Allain.

Le pharmacien principal de 2^e classe : Benoit.
Les officiers d'administration principaux : Fabre, Durand, Giorion.

Chevaliers
Les médecins-majors de 1^{re} classe : Fauchard, Dugrais, Sauter, Lefebvre, Rogée, Langie, Morisset, Heitz, Macaigne, Herr.

Les médecins-majors de 2^e classe : Garmaud, Massip, Perrin, Maurin, Chayron, Delpeyre, Morel, Sirey, Guiraud, Rogée de Fursac.

Les pharmaciens de 2^e classe : Thomassin, Didier, Leblond.

Les officiers d'administration de 1^{re} classe : Parlangue, Legeron, Marie dit Leval.
L'officier d'administration de 2^e classe : Brossard.

Les Morts Glorieuses

Le capitaine de réserve Henri Roberge, de Paris, a été tué au champ d'honneur par une torpille aérienne le 25 décembre dernier.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

GARFUNKEL, LOMBARD & Co

Nouvelle arrestation

Une nouvelle arrestation a été opérée hier dans cette affaire par l'ordre du capitaine rapporteur M. Bouchardon, c'est celui d'un criminel nommé M..., qui, après avoir été ramené à Paris hier et écroué à la prison de la Santé. Son cas n'est d'ailleurs pas des plus graves. Au mois de septembre dernier, étant en permission régulière à Paris, il laissa passer les délais impartis pour regagner son corps. Il connaissait un ami que le docteur Lombard avait hospitalisé dans son hôpital numéro 38 de Neuilly ; l'idée lui vint alors de se faire remettre un faux certificat semblable à celui qu'avait obtenu son camarade. Il l'obtint du docteur Lombard sans bourse délier, ce qui paraît quelque peu invraisemblable.

Bref M... put rentrer trois jours plus tard à son dépôt sans encourir de punition, grâce au faux certificat qu'il présenta à ses chefs. On annonce qu'une nouvelle arrestation va être encore opérée, celle d'un rabatteur de la bande.

Une agence rivale

Nous avons relaté, il y a un mois, la découverte d'une agence de réformes frauduleuses, rivale de l'agence Lombard ; deux individus piquaient avec un liquide facile à se procurer — du vulgaire pétrole — les permissionnaires qui se laissaient séduire par leurs offres ; la blessure légère qu'ils avaient ou qu'ils se faisaient par une chute, s'enflammait, sous l'action de la piquette et la réforme pouvait suivre. Certain blessé a payé de sa jambe le subterfuge qu'il croyait sans danger réel. Une dizaine de permissionnaires ainsi opérés ont été découverts et envoyés au Cherche-Midi, en attendant leur départ pour le front.

Des deux opérateurs, l'un, Gustave Cantor, âgé de 36 ans, a été arrêté, dans la chambre de l'hôtel meublé qu'il habitait rue des Poissonniers. L'autre, qui se disait médecin russe et habitait avec sa matresse rue d'Hauteville, a glissé entre les mains des inspecteurs qui allaient l'arrêter et a pu passer la frontière d'Espagne.

Le crime de Neauphle-le-Vieux

M. Colin, commissaire mobile, a poursuivi hier ses recherches afin de découvrir l'assassin de Mme du Buhat. L'enquête a établi que l'assassin devait être introduit et caché dans la maison pendant une courte absence de l'octogénaire ; celle-ci venait de préparer son dîner lorsqu'elle dut entendre du bruit au premier étage ; elle monta dans sa chambre où l'assassin se jeta sur elle et l'étrangla après l'avoir débordé baïonnette. L'autopsie de la victime a confirmé ces détails. Il est à noter que Mme Lapierre, la septuagénaire dont nous rapportons hier l'assassinat, le 30 janvier 1913, à Villiers-Saint-Pierre, commune limitrophe, avait été également étranglée et étranglée.

Mme du Buhat passait pour n'avoir qu'une modeste aisance, mais elle avait, il y a quelques jours, échangé plusieurs milliers de francs, et ce détail devait être connu de l'assassin.

La cantine payante d'Achères

Nous avons dit que l'autorité militaire s'était émue des plaintes formulées à l'égard du commissaire militaire de la gare d'Achères, le commandant Kopenhagen, représenté comme étant intéressé trop étroitement la cantine payante installée sur l'ancien hippodrome d'Achères.

C'est le parquet militaire du 1^{er} conseil de guerre de Paris qui a reçu l'ordre d'informer du gouverneur militaire de Paris qui vise l'article 175 du code pénal.

M. le capitaine Lorcher, chargé de l'information, a entendu des témoins qui ont rapporté un ensemble de faits qui seraient de nature à fortifier l'accusation première.

Les « épreuves de classement » devant le Conseil supérieur des Haras

A la suite de la visite des délégués de la Société Sportive d'Encouragement, dont nous avons parlé avant-hier dimanche dans le Petit Journal, au sujet des « épreuves de classement », nous pouvons annoncer que M. Méline, ministre de l'Agriculture, en raison de la complexité de la question, a décidé de saisir le Conseil supérieur des haras et le Comité consultatif.

L'honorable ministre de l'Agriculture estime donc, ainsi que nous le laissons pressentir, que notre élevage national du pur sang est digne d'attention et que les intérêts des éleveurs français valent d'être étudiés et examinés avec tout le soin nécessaire. La décision de M. Méline prouve déjà que, personnellement, il ne regarde pas le problème comme insoluble et c'est même pourquoi il le soumet tout d'abord à l'appréciation éclairée de deux groupes techniques et compétents.

La Morlaye.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

Il faut donc que l'insigne spécial pour les mutilés de la guerre soit créé.

LES TRIBUNAUX

L'Américain était un Boche des plus suspects

Que faisait à Paris depuis huit ans le pseudo-Américain Georges Stoddard, âgé de quarante ans, qui ne se livrait à aucune occupation régulière et avouable, bien que ne possédant aucune fortune, et qui, d'ailleurs, ne l'empêchait pas de dépenser une trentaine de mille francs par an ? Ce point ne sera jamais parfaitement éclairci, quoique l'on sache maintenant que l'argent provenait d'Allemagne. Un autre fait, ce n'est pas la indiscutable et qui, hier, l'a amené sur les bancs du 1^{er} conseil de guerre de Paris, c'est que le prétendu Stoddard est un Boche authentique, né en Allemagne, du nom de Max Reissner. Il était à Paris au mois d'août 1914, mais il entendit y rester. Aussi se présentait-il au consul des Etats-Unis et, à l'aide de fausses déclarations, parvint à se faire délivrer une attestation de nationalité avec lequel il lui fut loisible d'obtenir un permis de séjour comme citoyen américain. Peut-être serait-il encore parmi nous, vaquant à ses louches occupations, quand, au mois d'août dernier, Max Reissner se rendit à Paris auprès du consul des Etats-Unis, qui était en villégiature, et lui conta comment il avait surpris sa bonne foi ; il ajouta qu'il sollicitait de lui quelques subsides. Le diplomate américain signala le cas de Reissner aux autorités françaises qui mit le Teuton en état d'arrestation.

L'enquête faite sur cet Allemand installé à Paris a mis en relief l'existence singulière qu'il menait à Paris dans l'intimité de femmes galantes, et d'autre part, recevant d'Allemagne des sommes importantes ; un seul envoi se serait élevé à 25.000 francs.

Reissner tombait sous l'application de l'article 5 de la loi de 1886 contre l'espionnage par le fait d'avoir, sous un faux nom, pénétré dans le camp retranché de Paris. Après le réquisitoire du lieutenant Cresson, commissaire au gouvernement, le conseil de guerre a condamné l'accusé au maximum de la peine, soit cinq ans de prison et 5.000 francs d'amende.

La légende des sous espagnols

Le bruit avait couru dans Paris, qu'en cours des transactions quotidiennes, on s'était trouvé en présence de sous grossièrement frappés, un peu plus gros que les sous français, et souvent « gonflés ». Il s'agissait, affirmait-on, des sous récemment livrés par le gouvernement espagnol, en vue de remédier à la crise de la monnaie de bilion.

Nous avons été chercher des précisions auprès de M. Martin, l'actif directeur de la Monnaie.

« J'en suis encore à me demander, nous a-t-il dit, des l'abord, d'où peuvent provenir des déclarations si erronées. »

« Il est bien vrai, et le Petit Journal l'a annoncé en son temps, que le gouvernement français avait fait une commande de « flans » à la Monnaie de Madrid, mais la frappe est effectuée à la Monnaie de Paris, c'est-à-dire qu'il ne peut y avoir aucune différence du modèle de gravure et de dimension des décimes. »

« Au reste, les premiers « flans » nous venant de Madrid, sont seulement arrivés la semaine dernière, et aucun des sous frappés n'a pu encore être livré au public. »

Échos et Nouvelles

Très brillante conférence de M. Ernest Hecht, sous la présidence du bâtonnier Henri Robert, sur les soldats aveugles, les œuvres de rééducation et de secours, dimanche dernier, à la salle des Agriculteurs. On ne saurait trop louer et encourager les efforts faits pour suppléer par d'ingénieuses méthodes la vue perdue par nos héros soldats en défendant la Patrie.

Les Suisses de Paris viennent de constituer un groupement, placé sous la présidence d'honneur de M. Lardy, ministre plénipotentiaire de la Confédération, dans le but de doter le service sanitaire de l'armée française de cent traineaux destinés au transport de nos blessés dans les Vosges. Un délégué du ministre de la Guerre a pris possession de ce don généreux. Les cent traineaux ont été immédiatement dirigés sur leurs lieux de destination.

M. Vand

DERNIÈRE HEURE

L'Autriche proteste contre le débarquement à Corfou

Genève, 17 Janvier. — On mande de Vienne que le ministère des Affaires étrangères a communiqué à l'ambassade des Etats-Unis à Vienne une note verbale ainsi rédigée :

« D'après des informations reçues par le gouvernement austro-hongrois, l'île de Corfou a été occupée le 11 janvier par un détachement de troupes appartenant à l'armée franco-anglaise d'Orient. Non seulement cette opération constitue une nouvelle atteinte grave à la souveraineté et à la neutralité de la Grèce, mais encore constitue une violation flagrante des traités conclus à Londres le 14 novembre 1913 et le 29 mars 1914 aux termes desquels l'île de Corfou doit jouir d'une neutralité permanente. »

Le gouvernement austro-hongrois proteste de la façon la plus énergique contre cet acte par lequel la France et l'Angleterre montrent leur mépris pour les devoirs imposés par les principes généraux du droit des gens comme pour les engagements solennels des traités internationaux. »

Le gouvernement austro-hongrois a l'honneur de prier l'ambassade américaine de vouloir bien transmettre cette note aux gouvernements de la France et de la Grande-Bretagne. Le gouvernement austro-hongrois proteste en même temps contre l'occupation de Corfou par les Etats alliés et neutres. »

Le prince héritier de Serbie n'est pas à Corfou

Athènes, 17 Janvier. — Contrairement à la nouvelle adressée, hier, de Corfou, le prince Alexandre de Serbie n'est pas encore arrivé en cette ville. Aujourd'hui, le prince de Corfou télégraphie que l'arrivée du prince est ajournée provisoirement.

Selon des informations sûres de Salonique, le résultat du dernier raid des avions français sur les campements de Petritsch a été désastreux pour les Bulgares, dont plusieurs centaines ont été tués ou blessés. Les Alliés ont établi une nouvelle station aéronautique.

La Grèce retirerait ses troupes

Lausanne, 17 Janvier. — Suivant le Reichspost, de Vienne, le gouvernement grec aurait décidé de retirer les troupes helléniques des régions occupées par les troupes franco-anglaises, le jour même de l'ouverture de la Chambre.

Le roi Constantin est nerveux

Athènes, 17 Janvier. — Si rien d'intéressant n'a transpiré du récent entretien du roi et du ministre de France, c'est que rien de bien précis ne s'en est dégagé. Il me revient seulement à propos de cette entrevue et de plusieurs autres, par le roi a repris ses audiences et paraît s'y complaire — que ce sont toujours, de sa part, les mêmes griefs, les mêmes plaintes. Il s'exprime avec amertume, avec une nervosité un peu malade et il grossit volontiers, paraît-il, quelques menus faits qui ont pu se passer à Salonique, ce qui lui permet d'incriminer l'attitude de nos troupes.

La fête traditionnelle du jour de l'an orthodoxe s'est ressentie, naturellement, cette année, des événements. Elle a été plutôt morose. Sur le passage du cortège royal, qui se rendait à la cathédrale pour assister à la messe de 10 heures, la foule était moins nombreuse que de coutume.

Les Bulgares pillent la région de Monastir

Athènes, 17 Janvier. — Le Patriarche informé de Monastir que les Bulgares commencent dans cette région, de nombreux excès.

Des comitadjis bulgares pillent les villages. Les Allemands restent impassibles devant cette situation.

L'heure de la Roumanie

Zurich, 17 Janvier. — La Gazette de Francfort apprend que M. Bratiano aurait déclaré, après l'évacuation des Dardanelles que la Roumanie ne pouvait pas encore intervenir, parce que la Roumanie deviendrait ainsi le théâtre de la guerre et qu'elle doit attendre le résultat de l'offensive du printemps.

Déroute austro-allemande au passage de la Strya

Petrograd, 17 Janvier. — Selon des renseignements complémentaires, la retraite de l'ennemi sur la rive droite de la Strya fut des plus pénibles. Les Austro-Allemands ne s'attendaient pas à une poussée si énergique. Le passage de la rivière par une division prit presque une journée et la division perdit la moitié de ses effectifs en tués, blessés, noyés et prisonniers.

Le logement obligatoire des officiers boches dans les maisons bruxelloises

Genève, 17 Janvier. — Le général von Bissing avait annoncé à la population bruxelloise que les autorités militaires allemandes seraient forcées sous peu de loger les officiers et les soldats allemands dans des maisons privées de Bruxelles.

A ce propos, le collège des Echevins bruxellois a adressé une requête au général von Bissing pour lui demander de ne pas recourir à cette mesure.

Von Bissing répondit que l'attitude de la population de Bruxelles est toujours très hostile, qu'on vend et qu'on répand continuellement des pamphlets en français contre les autorités allemandes sous les yeux des policiers, que les officiers allemands ont été maintes fois offensés en pleine rue, que la population favorise le service du renseignement de l'ennemi en lui faisant parvenir des nouvelles sur les mouvements de troupes et en facilitant ainsi les attentats contre la sécurité de la garnison.

Le général von Bissing a ajouté qu'on a trouvé à différentes reprises de grandes quantités d'explosifs et d'armes, ce qui prouve les intentions révolutionnaires de la population. De plus, les propriétaires et les gérants d'immeubles ne veulent pas louer d'appartements aux officiers et aux soldats allemands et ceux qui l'ont fait sont constamment molestés par la population bruxelloise. En conséquence, le général von Bissing se voit forcé de recourir au logement obligatoire.

300 blocs de stuc contiennent des fusils Mauser

(De notre correspondant particulier)

Madrid, 17 Janvier. — On vient de faire à Malaga, une découverte qui en dit long sur la façon dont l'Allemagne respecte la neutralité espagnole.

Il y avait, sur les quais du port, un chargement de trois cents blocs de stuc, ainsi que des fûts de colonnes et des chapiteaux, le tout provenant de Zurich (Suisse), par la voie de Gènes, à destination d'un commerçant de Malaga. Cet étrange amas de matériaux, qui était à quai depuis plus de six semaines et qu'on mettait, semble-t-il, assez peu d'empressement à venir réclamer, ne laissa pas d'intriguer la curiosité publique. On commença même à chuchoter le mot de « contrebande », lorsqu'un incident imprévu mit les autorités du port en mesure de faire une assez jolie trouvaille.

L'un des blocs de stuc étant venu à s'effriter, un des gardiens préposés à la surveillance des marchandises entreposées eut, en s'approchant, la surprise de constater que les fissures du bloc laissaient apparaître une caisse de zinc dissimulée sous une couche de stuc épaisse de trois doigts environ.

Une enquête immédiate révéla que les blocs étaient tous identiquement truqués. Chacun d'eux contenait douze fusils Mauser, de fabrication allemande. Les colonnes et les chapiteaux renfermaient, soit des fusils, soit des cartouches. Le tout faisait près de 4.000 armes et plus de 400.000 cartouches. Un véritable arsenal.

Il n'est pas douteux que ce matériel d'origine boche était destiné à être acheminé, par une occasion sûre, au Maroc pour y servir à armer les tribus que les Allemands espéraient soulever contre nous grâce aux intrigues de leurs agitateurs.

Armes et munitions ont été transportées par les soins des autorités espagnoles dans les magasins de la douane... en attendant qu'on vienne les réclamer ! Une instruction judiciaire est ouverte.

La presse espagnole de toutes nuances commente très sévèrement cette nouvelle violation du droit des neutres et le sang avec lequel les Teutons font de l'Espagne la complice inconsciente de leurs criminelles machinations.

Faits de Guerre

Communiqué officiel russe :

Petrograd, 17 Janvier. — Front Occidental. — Des avions allemands ont exécuté des raids sur Scholt, Kurtenhof et Dvinsk.

Dans les régions de Plakane, au sud de Riga, de Kokenhusen, à l'est de Friedland et d'Ilust, il y a eu un duel d'artillerie ainsi que sur le village de Lavrenka et dans la région de Dubelski, au nord-ouest de Dvinsk.

Front du Caucase. — Les Turcs ont tenté à deux reprises de passer sur la rive droite de l'Arkhava, mais chaque fois ils ont été repoussés.

Dans les combats du 15 janvier, nos troupes ont fait 167 soldats prisonniers ; elles ont saisi un dépôt d'artillerie turc situé au nord-ouest de la ville de Horasan, et environ un million de cartouches, de fusils et plusieurs milliers d'obus.

Communiqué officiel italien :

Rome, 17 Janvier. — Le long de la frontière du Trentin, l'action de l'artillerie a été moins intense ; nos tirs de précision contre le fort Raibl (vallée de Seebach) ont détruit une partie du front de Gola et mis en fuite des détachements ennemis.

Sur les hauteurs, autour d'Ostavia, notre vigoureuse contre-offensive continue avec succès pour reprendre les dernières petites lignes de tranchée au nord du village encore occupées par l'ennemi.

Les prisonniers autrichiens que nous avons faits confirment que l'ennemi avait engagé dans l'action de très grandes forces et qu'il a éprouvé de lourdes pertes.

Sur le Carso, la situation est sans changement.

Des avions ennemis ont lancé hier des bombes sur quelques endroits habités dans la plaine du Bas Isonzo. Les dommages sont sans importance.

Signé : CADORNA.

Communiqué officiel britannique :

Londres, 17 Janvier. — Hier soir à Gravench, les Allemands ont montré quelque activité avec des bombes et des mortiers de tranchées.

Aujourd'hui, au même endroit, nous avons exécuté, avec d'excellents résultats, une attaque combinée au moyen de bombes, de grenades, de mortiers de tranchées et de fusils.

Notre bombardement a été efficace à Frelinghen, à Zwartelenn et au nord d'Ypres où il a provoqué un grand incendie en arrière des lignes allemandes. L'artillerie allemande a été active à Ypres.

Communiqué officiel belge :

Les actions d'artillerie ont repris aujourd'hui plus d'importance. Nous avons démolé des travaux ennemis vers Woumen et vers Poescela.

Cinq avions autrichiens lancent des bombes sur Ancône

Ancône, 17 Janvier. — Cinq avions ennemis ont volé aujourd'hui au-dessus d'Ancône et ont lancé des obus.

Une personne a été tuée.

Les dégâts matériels sont peu importants.

Vapeur espagnol coulé

Londres, 17 Janvier. — Le Lloyd annonce que le vapeur espagnol Belgica a coulé. Vingt-trois hommes de l'équipage ont été sauvés.

CHEZ LES BOCHES

Le mécontentement populaire augmente

Berne, 17 Janvier. — J'ai rencontré à Berne un ami allemand pangermaniste et belliqueux à outrance mais assez intelligent et raisonnable pour se rendre à l'évidence.

« Ce que je sais, dit-il, c'est que le mécontentement augmente en Allemagne. Ce qui est pire, c'est qu'il s'accroît aussi parmi les soldats. On n'en voit pas encore toutefois des signes manifestes. Vous savez très bien en effet que, étant donnée la discipline de notre armée, les soldats ne déshonorent à deux fois avant de donner des signes manifestes de mécontentement. Mais les officiers s'en aperçoivent même sans que de pareilles manifestations aient lieu. »

La guerre se complique, s'étend tellement qu'on n'arrive plus à comprendre comment elle finira.

C'est précisément quand on pense à cette longue durée et à cette immense extension, que la confiance des premiers jours commence à faire place à un doute angoissant. En somme, on ne désespère pas mais on sent que les choses ne vont pas comme elles devraient aller. »

Ils plastronnent dans leurs assemblées

Genève, 17 Janvier. — On mande de Berlin :

La Chambre des députés de Prusse a réuni le président sortant et est passée ensuite à la discussion en première lecture du budget et du projet d'impôt.

M. Heydebrand, conservateur, dit : « Nous exprimons notre infinie reconnaissance à nos troupes qui portent leurs étendards bien avant dans les pays ennemis. Une des plus heureuses conséquences de la guerre est la camaraderie qui lie les soldats prussiens à ceux des autres Etats confédérés ; les soldats savent qu'ils peuvent avoir confiance dans leurs officiers. La représentation populaire prussienne répond parfaitement aux besoins du pays malgré ses erreurs. »

M. Heydebrand vante ensuite le système électoral actuel de la Prusse et la pureté de l'épée allemande.

M. Liebknecht l'interrompt et crie : « Le sang retombera sur vous ; vous ne dites pas la vérité au peuple. »

M. Heydebrand continue : « Nous devons établir devant le pays entier qu'il existe un Allemand qui contredit l'opinion que la politique allemande n'est pas responsable de la guerre. (Vive approbation.) »

M. Pachtinik, progressiste, dit : « Le peuple allemand a accompli, dans cette guerre, des actions glorieuses. Il a consenti des sacrifices sans exemple et s'est montré politiquement mûr. La politique de l'Empire ne peut être continuée par la Prusse ; c'est pourquoi la réforme électorale doit être réalisée avant la prochaine période électorale. »

M. Herold, du centre, dit que dans la réforme du droit électoral prussien, les droits de toutes les classes de la population devront être sauvegardés.

La restitution de la Belgique serait une folie

M. Hirsch, de Berlin, socialiste, dit que l'autonomie politique et économique de l'Allemagne, ainsi que son indépendance, doivent rester intactes, mais inversement, aussi, celles des autres peuples doivent l'être.

« Nous demandons, dit-il, le rétablissement de la pleine indépendance de la Belgique. »

Parlant de la Belgique, M. Friedberg, national libéral, dit que sa restitution serait une grande folie.

« La Belgique, ajoute-t-il, est un gage pour la paix telle que l'Allemagne la veut, la Belgique a participé au complot contre l'Allemagne (approbations). Nous demandons à la Belgique le libre passage sur son territoire alors que l'entente exige de la Grèce qu'elle sorte de la neutralité. »

Le Président lit la nouvelle de la reddition du Monténégro ; la Chambre applaudit vigoureusement.

Le Président déclare aussi que la réforme électorale ne pourra être discutée que lorsque l'entente entre les partis sera établie. Il ajoute que l'Allemagne tiendra jusqu'à la victoire définitive (applaudissements frénétiques).

La Chambre s'ajourne à mardi.

Au Reichstag

Genève, 17 Janvier. — Au Reichstag, au cours d'une discussion sur des questions relatives à l'armée, le président donne connaissance de la capitulation du Monténégro. L'Assemblée interrompue à plusieurs reprises le Président par des applaudissements frénétiques auxquels les tribunes se joignent.

Remplaçant le ministre de la Guerre, le général de Wandel déclare que tous les partis expriment aux officiers et aux sous-officiers leur reconnaissance pour leur fidélité au devoir envers la patrie. Il ajoute qu'une commission discute confidentiellement la question du traitement des soldats, et il proteste contre la publication par le Standard de déclarations relatives aux mauvais traitements dans l'armée.

L'Assemblée adopte une proposition demandant la clôture.

M. Liebknecht demande la parole qui lui est refusée ; la minorité socialiste proteste et le président rappelle plusieurs députés à l'ordre.

Une proposition de M. Ledebour, socialiste demandant la reprise de la discussion, est accueillie par des rires et repoussée par des voix, sauf une partie de celles des socialistes.

La crise du change

Amsterdam, 17 Janvier. — Le change sur Berlin est passé, aujourd'hui, de 42,10 à 41,40.

New-York, 17 Janvier. — Le cours du mark qui grâce à des interventions du gouvernement allemand s'était relevé jeudi à 77, finit la semaine à 76 1/4 cents pour 4 marks. Les offres pour le compte des pays neutres demeurent nombreuses et les contreparties ne se trouvent que difficilement surtout pour des gros chiffres.

Le Kaiser serait retourné sur le front de ses troupes

Amsterdam, 17 Janvier. — On télégraphie de Berlin à la date du 16 que le Kaiser est retourné dans l'après-midi de ce jour sur le théâtre de la guerre.

Les colonels suisses qui espionnaient pour l'Allemagne

Le mécontentement populaire augmente

Berne, 17 Janvier. — J'ai rencontré à Berne un ami allemand pangermaniste et belliqueux à outrance mais assez intelligent et raisonnable pour se rendre à l'évidence.

« Ce que je sais, dit-il, c'est que le mécontentement augmente en Allemagne. Ce qui est pire, c'est qu'il s'accroît aussi parmi les soldats. On n'en voit pas encore toutefois des signes manifestes. Vous savez très bien en effet que, étant donnée la discipline de notre armée, les soldats ne déshonorent à deux fois avant de donner des signes manifestes de mécontentement. Mais les officiers s'en aperçoivent même sans que de pareilles manifestations aient lieu. »

La guerre se complique, s'étend tellement qu'on n'arrive plus à comprendre comment elle finira.

C'est précisément quand on pense à cette longue durée et à cette immense extension, que la confiance des premiers jours commence à faire place à un doute angoissant. En somme, on ne désespère pas mais on sent que les choses ne vont pas comme elles devraient aller. »

Ils plastronnent dans leurs assemblées

Genève, 17 Janvier. — On mande de Berlin :

La Chambre des députés de Prusse a réuni le président sortant et est passée ensuite à la discussion en première lecture du budget et du projet d'impôt.

M. Heydebrand, conservateur, dit : « Nous exprimons notre infinie reconnaissance à nos troupes qui portent leurs étendards bien avant dans les pays ennemis. Une des plus heureuses conséquences de la guerre est la camaraderie qui lie les soldats prussiens à ceux des autres Etats confédérés ; les soldats savent qu'ils peuvent avoir confiance dans leurs officiers. La représentation populaire prussienne répond parfaitement aux besoins du pays malgré ses erreurs. »

M. Heydebrand vante ensuite le système électoral actuel de la Prusse et la pureté de l'épée allemande.

M. Liebknecht l'interrompt et crie : « Le sang retombera sur vous ; vous ne dites pas la vérité au peuple. »

M. Heydebrand continue : « Nous devons établir devant le pays entier qu'il existe un Allemand qui contredit l'opinion que la politique allemande n'est pas responsable de la guerre. (Vive approbation.) »

M. Pachtinik, progressiste, dit : « Le peuple allemand a accompli, dans cette guerre, des actions glorieuses. Il a consenti des sacrifices sans exemple et s'est montré politiquement mûr. La politique de l'Empire ne peut être continuée par la Prusse ; c'est pourquoi la réforme électorale doit être réalisée avant la prochaine période électorale. »

M. Herold, du centre, dit que dans la réforme du droit électoral prussien, les droits de toutes les classes de la population devront être sauvegardés.

La restitution de la Belgique serait une folie

M. Hirsch, de Berlin, socialiste, dit que l'autonomie politique et économique de l'Allemagne, ainsi que son indépendance, doivent rester intactes, mais inversement, aussi, celles des autres peuples doivent l'être.

« Nous demandons, dit-il, le rétablissement de la pleine indépendance de la Belgique. »

Parlant de la Belgique, M. Friedberg, national libéral, dit que sa restitution serait une grande folie.

« La Belgique, ajoute-t-il, est un gage pour la paix telle que l'Allemagne la veut, la Belgique a participé au complot contre l'Allemagne (approbations). Nous demandons à la Belgique le libre passage sur son territoire alors que l'entente exige de la Grèce qu'elle sorte de la neutralité. »

Le Président lit la nouvelle de la reddition du Monténégro ; la Chambre applaudit vigoureusement.

Le Président déclare aussi que la réforme électorale ne pourra être discutée que lorsque l'entente entre les partis sera établie. Il ajoute que l'Allemagne tiendra jusqu'à la victoire définitive (applaudissements frénétiques).

La Chambre s'ajourne à mardi.

Au Reichstag

Genève, 17 Janvier. — Au Reichstag, au cours d'une discussion sur des questions relatives à l'armée, le président donne connaissance de la capitulation du Monténégro. L'Assemblée interrompue à plusieurs reprises le Président par des applaudissements frénétiques auxquels les tribunes se joignent.

Remplaçant le ministre de la Guerre, le général de Wandel déclare que tous les partis expriment aux officiers et aux sous-officiers leur reconnaissance pour leur fidélité au devoir envers la patrie. Il ajoute qu'une commission discute confidentiellement la question du traitement des soldats, et il proteste contre la publication par le Standard de déclarations relatives aux mauvais traitements dans l'armée.

L'Assemblée adopte une proposition demandant la clôture.

M. Liebknecht demande la parole qui lui est refusée ; la minorité socialiste proteste et le président rappelle plusieurs députés à l'ordre.

Une proposition de M. Ledebour, socialiste demandant la reprise de la discussion, est accueillie par des rires et repoussée par des voix, sauf une partie de celles des socialistes.

La crise du change

Amsterdam, 17 Janvier. — Le change sur Berlin est passé, aujourd'hui, de 42,10 à 41,40.

New-York, 17 Janvier. — Le cours du mark qui grâce à des interventions du gouvernement allemand s'était relevé jeudi à 77, finit la semaine à 76 1/4 cents pour 4 marks. Les offres pour le compte des pays neutres demeurent nombreuses et les contreparties ne se trouvent que difficilement surtout pour des gros chiffres.

Le Kaiser serait retourné sur le front de ses troupes

Amsterdam, 17 Janvier. — On télégraphie de Berlin à la date du 16 que le Kaiser est retourné dans l'après-midi de ce jour sur le théâtre de la guerre.

Les Communes discutent les articles du bill militaire

Londres, 17 Janvier. — La Chambre commence la discussion des articles du bill tendant à obliger les célibataires à se présenter au bureau de recrutement.

La discussion porte sur le point de savoir les motifs pour lesquels le bill ne s'appliquerait pas aussi bien à l'Irlande qu'aux autres parties du Royaume-Uni. Elle a lieu avec une absence totale d'animosité.

Les orangistes de l'Irlande et les nationalistes s'efforcent d'éviter de se froisser mutuellement. Quelques orangistes déposent pour la forme un amendement tendant à appliquer le bill à l'Irlande.

M. Bonar Law répond que s'il s'agissait d'une mesure permanente de défense nationale, le bill devrait forcément s'appliquer à l'Irlande, mais il s'agit uniquement d'obtenir pour la guerre actuelle le nombre de combattants absolument nécessaire, en causant le moins de froissement et de division possible dans la nation.

M. Redmond déclare regretter l'exclusion de l'Irlande.

« C'est, dit-il, exposer l'Irlande à se voir en butte à de cruelles calomnies et une fausse interprétation de ses sentiments. L'Irlande a toujours fait ce que demandaient les autorités militaires : exclure l'Irlande aurait un fâcheux contrepoint sur le recrutement, ce serait faire le jeu d'une petite minorité. »

Sir Edward Carson estime que l'amendement aurait pour effet d'affaiblir le pays.

L'incident de Marseille est réglé

(De notre correspondant particulier)

Marseille, 17 Janvier. — Le général Coquet, qui vient d'être nommé au commandement de la 15^e région, en remplacement du général Servière, relevé de son commandement, s'est installé aujourd'hui à l'hôtel du corps d'armée. D'autre part, le général Menissier, qui remplace le général Bernard, remplacé dans la 2^e section de réserve du cadre de l'état-major général, a pris possession, ce matin, des fonctions de gouverneur de Marseille.

L'incident des débits de boissons, qui a causé une certaine agitation dans notre ville, a été réglé, d'autre part, par de nouveaux ordres du ministre de la Guerre autorisant les militaires à fréquenter les établissements publics de 5 heures à 9 heures du matin, de 11 heures 30 à 2 heures et de 5 heures à 8 heures du soir. La place de Marseille sera donc située dans les mêmes conditions que les places de Lyon et de Paris.

Une épée d'honneur au général de Castelnaud

(De notre correspondant particulier)

Saint-Affrique, 17 Janvier. — La ville de Saint-Affrique a nommé nous l'avons dit, donné à une de ses rues le nom d'un de ses glorieux enfants, le général de Castelnaud.

Le conseil municipal a, en outre, décidé, qu'une souscription serait ouverte pour offrir une épée d'honneur au général.

Retour d'otages de Visé

(De notre correspondant particulier)

Maestricht, 17 Janvier. — Les jeunes Visétois qui étaient encore retenus en Allemagne, au nombre d'une soixantaine, sont enfin revenus dans les ruines de leur cité, après une captivité déprimante de dix-sept longs mois.

Les relations franco-américaines

New-York, 17 Janvier. — On mande de Washington que M. Woodrow Wilson, président des Etats-Unis, a chargé le colonel House d'une mission spéciale en France ; son départ pour Paris est imminent.

On attache, ici une très grande importance à l'initiative du président et à la désignation du colonel House. (Information.)

Boches condamnés aux États-Unis

(De notre correspondant particulier)

New-York, 17 Janvier. — M. Edouard Weber, apparenté à un employé de New-York de la Deutsche Bank, de Berlin, et trois autres Allemands appartenant à une compagnie de caoutchouc se sont reconnus coupables de complot tendant à envoyer du caoutchouc de contrebande en Allemagne, en violation des lois douanières des Etats-Unis.

M. Weber a été condamné à 1.500 dollars d'amende ; les autres de 50 à 750 dollars.

Deux Américaines prisonnières des Bulgares

(De notre correspondant particulier)

Athènes, 17 Janvier. — Selon des informations de source privée, les Bulgares détendraient à Monastir deux dames américaines, Mrs Farwell et miss Mitchell.

L'incendie de Bergen

(De notre correspondant particulier)

Genève, 17 Janvier. — L'incendie de Bergen a continué jusqu'à dimanche matin. Le quartier des affaires surtout a souffert. La plupart des dépôts de denrées coloniales ont été incendiés. On évalue approximativement les dommages à 50 millions de couronnes.

Dès qu'il a eu connaissance du terrible incendie qui a détruit une partie de la ville de Bergen, le président de la République a fait parvenir par télégramme à Sa Majesté le roi de Norvège, l'expression de sa vive sympathie pour les victimes du sinistre.

L'expédition d'Orient

(De notre correspondant particulier)

M. Briand, président du Conseil et le général Graziani, chef d'état-major général, ont été entendus hier par la commission des affaires extérieures, à qui ils ont fourni des renseignements sur les conditions dans lesquelles se développe l'expédition d'Orient.

Les inventions intéressantes la défense nationale

(De notre correspondant particulier)

Le ministre de l'instruction publique a décidé d'installer les services administratifs et techniques des inventions intéressant la Défense nationale. 33, rue du Bac.

Le crime de Joinville

